

Agnès Verdier-Molinié

honnei soit qui mal dépense

Par Joseph d'Arrast

A 36 ans, la directrice de l'iFRAP donne de la surface à son think tank et s'impose comme la nouvelle égérie libérale du PAF.

« **L**e consentement à l'impôt est en train de bouger », prévient Agnès Verdier-Molinié, assise dans une austère salle de réunion. Derrière elle, ses ouvrages - qui annoncent déjà la couleur - se détachent à travers la vitre : *Fonctionnaires contre l'État*. Le grand sabotage, 60 milliards d'économies ! Oui... mais tous les ans, ... Le reste est à l'avenant. Avec son visage de madone italienne, les sourcils tracés au pinceau et ses yeux félins, la jeune femme n'a pourtant pas le profil d'une « mère » la rigueur.

Mais depuis que la gauche est de retour aux manettes, ses injonctions pour diminuer la dépense publique trouvent un écho de plus en plus retentissant et le plan de 50 milliards d'économies de François Hollande la fait doucement rire. Comme l'indique le titre de son dernier ouvrage, c'est 60 milliards qu'elle propose, et chaque année !

Elle nous dresse le portrait d'une France, vieille matrone impotente, victime du poids des syndicats et de l'impérite de ses fonctionnaires. Un positionnement clivant lui fait-on remarquer, qui pourrait nuire à sa volonté de réforme, mais la jeune femme ne le voit pas du même œil : « nombre de fonctionnaires nous soutiennent car ce sont les premières victimes de l'absentéisme de leurs collègues, des doublons de compétence ou de la mauvaise gestion. »

Agnès Verdier-Molinié est en croisade contre la gabegie de l'Etat mais aussi contre son pouvoir de nuisance qu'elle a pu observer dès son plus jeune âge, dans le domaine viticole de ses parents, au sud-est de Bordeaux. « Mes parents nous ont toujours beaucoup impliqué dans le processus de production : vendages, vinification, commercialisation, etc. Au final j'ai pu mettre le doigt sur une partie des freins à l'entreprenariat dont la France est victime. »

Cette conviction chevillée au corps, la jeune femme se lance très jeune dans une carrière de « journaliste engagée ». Après un diplôme d'histoire économique contemporaine, elle enchaîne les piges et les stages au Figaro, à France Inter, France info, l'Express et perd rapidement ses illusions : « j'ai pris conscience que l'on passait le plus clair de notre temps à reprendre des dépêches et des statistiques, sans jamais vérifier ou contre-chiffrer les sources. »

Aussi, lorsqu'on l'introduit auprès de Bernard Zimmern, un X-ENA, chef d'entreprise ayant fondé l'iFRAP sur ses propres deniers, Agnès Verdier-Molinié s'y sent tout de suite comme un poisson dans l'eau. « C'était un retour aux chiffres, aux faits. Je me suis pris au jeu », nous dit-elle. Son patron a eu le nez creux en l'embauchant. Elle gravit rapi-

dement les échelons : chercheur, responsable des relations institutionnelles et directrice en 2009. L'iFRAP lui donne le bagage de connaissances, elle lui apporte sa maîtrise des médias. Sur le PAF, armée de sa moue ravageuse, la jeune femme devient très vite une véritable machine à débattre, rabâchant les réalités, noyant ses adversaires sous des tombereaux de chiffres et de statistiques.

En période d'intense activité, elle attaque souvent la matinée par une intervention à la radio, potasse les notes de ses chercheurs la journée, et finit sur un plateau télé en soirée. Une exposition qu'elle dément lui monter à la tête. « Tout ça c'est du flux ! Lorsqu'une émission est passée, je n'y pense plus ». Agnès Verdier-Molinié assure même avoir refusé de participer à des émissions généralistes sur une grande chaîne de radio en prime time : « je parle au nom de la Fondation iFRAP, mon opinion sur la Syrie ou autre, on s'en fiche ! »

Lorsqu'on lui demande s'il est vrai qu'elle a aussi refusé un poste en cabinet ministériel, elle se fend d'un mystérieux : « oui, et plein d'autres choses encore. »

« Il est difficile de mobiliser directement les politiques, le plus efficace, c'est encore d'agir sur l'opinion publique. »

Car la directrice de l'iFRAP se revendique du créneau think tank comme angle d'approche. « Nous ne sommes les béni-oui-oui d'aucun parti », se félicite-t-elle, précisant d'un coup de main détaché qu'elle a refusé des fonds de la réserve parlementaire et les emplois d'avenir financés par le Gouvernement.

Reste à savoir l'influence véritable de l'iFRAP auprès des politiques. Agnès Verdier-Molinié a son idée sur la façon de s'y prendre : « il est difficile de mobiliser directement les politiques, le plus efficace, c'est encore d'agir sur l'opinion publique. » Elle regarde ainsi comme des victoires personnelles les derniers sondages où trois-quarts des Français disent réclamer une baisse de la dépense publique et du nombre de fonctionnaires. Preuve que la stratégie est bonne et qu'on n'a pas fini d'entendre sa voix dans les médias. ■

